

Service Installations classées de la DDPP  
et Unité départementale de la DREAL

**Arrêté préfectoral n°DDPP-DREAL UD38-2024- 04-02**

**du 03 AVR. 2024**

**Portant autorisation environnementale pour l'exploitation d'une installation de collecte, tri, transit, regroupement et de valorisation des déchets dangereux et non dangereux par la société ARC EN CIEL RECYCLAGE pour son site sis 38 37 rue du Moirond sur la commune de Domène (38420)**

**et agrément n°PR 38 000 56 D pour une installation de stockage, de dépollution, de démontage des véhicules hors d'usage (VHU)**

Le préfet de l'Isère,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment le Livre Ier, Titres II et VIII, chapitre unique (autorisation environnementale le livre V (Prévention des pollutions, des risques et des nuisances), Titre I<sup>er</sup> (installations classées pour la protection de l'environnement), et Titre IV (déchets) et les articles L.516-1, L.541-22, R.515-37, R.515-38, R.516-1, R.516-2, R.543-156 et R.543-155-7 ;

Vu la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des " articles L. 214-1 à L. 214-3 " du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 mars 2012 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-2 (Installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) ;

Tél : 04 56 59 49 99

Mél : ddpp-ic@isere.gouv.fr

Adresse postale : 22 avenue Doyen Louis Weil CS 6 38028 Grenoble Cedex 1

Horaires d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 9h à 11h et de 14h à 16h



Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 avril 2020 modifiant l'arrêté du 2 mai 2012, relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°90-767 du 28 février 1990 autorisant la société PERIOCHE à poursuivre l'exploitation du dépôt et de l'activité de récupération de déchets de métaux ferreux et non ferreux à Domène, rue du Moirond ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2007-06598 du 30 juillet 2007 portant approbation du Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles pour le risque Inondation dans la vallée du Grésivaudan, à l'amont de Grenoble par l'Isère ;

Vu l'arrêté préfectoral n°38-2017-02-08-016 du 8 février 2017 portant approbation du plan de prévention des risques technologiques (PPRT) de la société SOBEGAL située sur la commune de Domène ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2020-083 du 10 avril 2020 portant approbation du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) de la région Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu l'arrêté préfectoral n°22-064 du 21 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

Vu l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2022 portant approbation de la révision du plan de protection de l'atmosphère de Grenoble Alpes Dauphiné ;



Vu l'arrêté préfectoral n°DDPP-IC-2023-09-01 du 6 septembre 2023 portant ouverture d'une enquête publique du 2 octobre 2023 au 3 novembre 2023 inclus ;

Considérant la demande d'autorisation environnementale présentée le 29 juin 2021, complétée les 3 décembre 2021, 19 juillet 2022 et 21 novembre 2023, par la société ARC EN CIEL RECYCLAGE (siège social : ZA Le Grand Champ - 38140 Izeaux) en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de collecte, tri, transit, regroupement et de valorisation des déchets dangereux et non dangereux et l'agrément pour l'activité de dépollution des Véhicules Hors d'Usage (VHU), pour son site situé 37 rue du Moirond à Domène (38420) et notamment les propositions faites par l'exploitant en application du dernier alinéa de l'article R.181-13 ;

Considérant la demande d'exonération de traçabilité des déchets dont le site fait l'objet ;

Considérant les avis exprimés par les différents services et organismes consultés ;

Considérant l'absence d'avis de l'Autorité Environnementale du 10 février 2022;

Considérant l'avis de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère, du 9 août 2023 précisant que le dossier complet et régulier, peut être mis à l'enquête publique ;

Considérant la décision du 29 août 2023 par laquelle le président du tribunal administratif de Grenoble a désigné le commissaire enquêteur ;

Considérant les formalités d'affichage et de publicité de l'enquête publique ;

Considérant l'absence d'observation du public ;

Considérant le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur du 22 novembre 2023 ;

Considérant l'avis du conseil municipal de Saint-Martin-d'Uriage reçu dans les délais prévus par l'article R.181-38 du code de l'environnement ;

Considérant le rapport et les propositions du 1<sup>er</sup> février 2024 de l'inspection des installations classées de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère ;

Considérant la lettre du 5 février 2024 invitant l'exploitant à se faire entendre par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (C.O.D.E.R.S.T) en lui communiquant les propositions de l'inspection des installations classées ;

Considérant les observations de l'exploitant par courriel du 12 février 2024 et le courriel en réponse de l'inspection des installations classées de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère ;

Considérant l'avis émis par le C.O.D.E.R.S.T. lors de sa réunion du 13 février 2023 ;

Considérant le courriel du 6 mars 2024 communiquant à l'exploitant le projet d'arrêté préfectoral portant autorisation environnementale ;

Considérant la réponse de l'exploitant par courriel du 18 mars 2024 ;

Considérant que le site situé 37 rue du Moirond à Domène (38420) précédemment exploité par la société PERRIOCHE est aujourd'hui exploité par la société ARC EN CIEL RECYCLAGE dont le siège social est situé ZA le Grand Champ à Izeaux (38140) ;



Considérant que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

Considérant l'absence de locaux à vocation d'habitation dans l'environnement immédiat du site et l'usage industriel des terrains environnant le site ;

Considérant qu'au cours de l'instruction de la demande par l'inspection des installations classées, le demandeur a été conduit à améliorer son projet par rapport à son projet initial en augmentant la surface de stockage des déchets dangereux de 200 à 300 m<sup>2</sup> afin de diminuer la hauteur de stockage des déchets dangereux à 2 mètres (au lieu de 4 mètres) dans le bâtiment central ;

Considérant qu'au cours de l'instruction de la demande par l'inspection des installations classées, le demandeur a été conduit à améliorer son projet par rapport à son projet initial en modifiant la zone de stockage des liquides inflammables par la mise en place d'une armoire coupe feu dans le bâtiment central ;

Considérant qu'une rétention des eaux d'extinction d'incendie d'un volume minimal de 360 m<sup>3</sup> est prévue ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R.181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant que les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant que les mesures d'évitement, réduction et de compensation prévues par le pétitionnaire ou édictées par l'arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

Considérant que des servitudes d'utilité publique ont été instituées par arrêté préfectoral n°38-2017-02-08-016 du 8 février 2017 portant approbation du plan de prévention des risques technologiques (PPRT) de la société SOBEGAL à Domène ;

Considérant que la zone d'extension du site (parcelle n°268) est située en zone d'aléa moyen du PPRT de la société SOBEGAL ;

Considérant que le bâtiment « Stockage et centre de tri » (parcelle n°268) est situé dans la zone B2 dans sa partie Nord et en zones b4 et b5 dans sa partie Sud, au regard du PPRT de la société SOBEGAL ;

Considérant que la délivrance de l'autorisation des installations de la société ARC EN CIEL RECYCLAGE, en application de l'article L.181-26 du code de l'environnement, nécessite d'avoir une capacité d'accueil de population supplémentaire très limitée en proportion de celle existante dans le bâtiment « Stockage et centre de tri » (parcelle n°268) qui se situe dans la zone B2 du PPRT de la société SOBEGAL ;

Considérant que le site se situe en zone de contrainte faible (Bi3) du PPRI Isère amont ;

Considérant que le rapport d'investigation des sols joint au dossier de demande d'autorisation a mis en évidence des concentrations notables mesurées en HCT C10-C40 (pour les sondages S4, S7, S9, S10 et S11), en mercure (pour le sondage S7), et des mesures PID in situ (pour les sondages S4 et S7) et qu'il convient d'assurer une surveillance des eaux souterraines ;



Considérant que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition du directeur départemental de la protection des populations de l'Isère et du chef de l'unité départementale de l'Isère de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes,

## Arrête

### Article 1 : Bénéficiaire et portée de l'autorisation

La société ARC EN CIEL RECYCLAGE (SIRET n° 333 034 973 000 29), dont le siège social est situé ZA le Grand Champ – 38140 Izeaux, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions techniques et des annexes au présent arrêté, à exploiter une installation de collecte, tri, transit, regroupement et de valorisation de déchets dangereux et non dangereux située 37 rue du Moirond sur la commune de Domène (38420).

L'autorisation préfectorale vaut agrément Véhicules Hors d'Usage (VHU) qui est délivré sans limite de validité à compter de la notification du présent arrêté. Le numéro d'agrément PR 38 000 56 D est attribué à la société ARC EN CIEL RECYCLAGE qui est tenue d'afficher de façon visible ce numéro à l'entrée de son installation.

La société ARC EN CIEL RECYCLAGE est tenue de satisfaire à toutes les obligations mentionnées dans le cahier des charges annexé à la présente décision (annexe 1).

### Article 2 : Publicité

Conformément à l'article R.181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

1° Une copie de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de Domène et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Domène pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du ou des maires et transmis à la DDPP - service installations classées ;

3° Une copie de cet arrêté est adressée à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R.181-38 du code de l'environnement ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Isère, pendant une durée minimale de quatre mois.

### Article 3 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction en application de l'article L.181-17 du code de l'environnement.

Conformément à l'article R.181-50 du code de l'environnement, il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Grenoble :

1°) par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;



2°) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du code de l'environnement ;
- b) La publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Isère prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Conformément à l'article R.181-51 en cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre d'une autorisation environnementale ou d'un arrêté fixant une ou plusieurs prescriptions complémentaires prévus aux articles L.181-12, L.181-14, L.181-15 et L.181-15-1, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. Cette notification doit être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant une telle autorisation ou un tel arrêté. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

*(Les dispositions du présent article sont applicables à une décision refusant de retirer ou d'abroger une autorisation environnementale ou un arrêté complémentaire mentionnés au premier alinéa. Cette décision mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. )*

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais susmentionnés aux 1° et 2°.

Cet arrêté peut également faire l'objet d'une procédure de médiation telle que prévue aux articles L.213-1 à L.213-10 du code de justice administrative.


La saisine du tribunal administratif est possible par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .

En application du III de l'article L.514-6 du code de l'environnement, les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.



#### Article 4 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Isère, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes de l'Isère, et le maire de la commune de Domène sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société ARC EN CIEL RECYCLAGE et dont copie sera adressée aux maires de Montbonnot-Saint-Martin, Revel, Saint-Martin-d'Uriage, Murianette, Venon, Gières, et Meylan ainsi qu'au président de Grenoble Alpes Métropole.

le préfet  
  
Pour le Préfet, par délégation,  
Le Secrétaire Général

Laurent SIMPLICIEN



## PRESRIPTIONS TECHNIQUES

Applicables à la société ARC EN CIEL RECYCLAGE à Domène

### TITRE 1 - PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

#### Article 1.1 - Bénéficiaire et portée de l'autorisation

##### Article 1.1.1 - Prescriptions techniques antérieures abrogées

Les prescriptions des articles I à VII de l'arrêté préfectoral n°90-767 du 28 février 1990 autorisant l'établissement Perioche à exploiter un dépôt et une activité de récupération de déchets de métaux ferreux et non ferreux à Domène (rue du Moirond) sont abrogées et remplacées par les prescriptions du présent arrêté préfectoral.

##### Article 1.1.2 - Exploitant titulaire de l'autorisation

La société Arc-en-Ciel Recyclage, (SIRET 333 034 973 00052), dont le siège social est situé à la ZA Le Grand Champ à IZEAUX (38140) est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Domène (38420), au 37 rue du Moirond (coordonnées Lambert 93 X=921732 et Y=6459556), les installations détaillées dans les articles suivants.

##### Article 1.1.3 - Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et superficie suivants :

| Communes | Section cadastrale | Parcelles cadastrales | Superficie (m <sup>2</sup> ) |
|----------|--------------------|-----------------------|------------------------------|
| Domène   | C                  | 268, 359, 419 et 420  | 11500                        |

La répartition des surfaces est la suivante :

|   |                      |
|---|----------------------|
| Bâtiment «Stockage» et bâtiment central | 2 040 m <sup>2</sup> |
| Zone de stockage non couverte           | 2 600 m <sup>2</sup> |
| Locaux administratifs                   | 120 m <sup>2</sup>   |
| Voiries et parkings.                    | 6 740 m <sup>2</sup> |

##### Article 1.1.4 - Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques ICPE et IOTA listées au 1.2 ci-dessous.

##### Article 1.1.5 - Agrément des installations

L'autorisation préfectorale vaut agrément VHU (véhicules hors d'usage) dans la limite ci-dessous

| Nature du déchet | Section/Parcelle cadastrale | Lieu | Quantité maximale admise | Commune |
|------------------|-----------------------------|------|--------------------------|---------|
|------------------|-----------------------------|------|--------------------------|---------|



|                                   |                        |                  |                    |        |
|-----------------------------------|------------------------|------------------|--------------------|--------|
| Véhicules terrestres hors d'usage | Section C parcelle 420 | Bâtiment central | 400 m <sup>2</sup> | Domène |
|-----------------------------------|------------------------|------------------|--------------------|--------|

La société ARC EN CIEL RECYCLAGE est tenue de satisfaire à toutes les obligations mentionnées dans le cahier des charges annexé à la présente décision (Annexe 1).

L'agrément est délivré sans limite de validité à compter de la notification du présent arrêté. Le numéro d'agrément qui sera attribué à l'établissement ARC EN CIEL RECYCLAGE est tenu d'afficher de façon visible ce numéro à l'entrée de son installation.

Conformément aux dispositions de l'article R.543-155-6 du code de l'environnement, la société ARC EN CIEL RECYCLAGE tient à la disposition du public des informations sur :

1° Le traitement des véhicules hors d'usage, notamment en ce qui concerne leur dépollution et leur désassemblage ;

2° Le développement et l'optimisation des méthodes de réutilisation et de valorisation des pièces et matériaux provenant des véhicules hors d'usage ;

3° Les progrès réalisés dans la réduction des quantités de déchets à éliminer et l'augmentation des taux de réutilisation et de valorisation des pièces et matériaux ;

4° Les méthodes de traçabilité des pièces mentionnées au premier alinéa de l'article R. 543-155-3.

Dans le cas de centres VHU et de broyeurs disposant d'un site internet, ces informations sont mises à disposition du public par voie électronique.

## Article 1.2 - Nature des installations

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

| Rubrique ICPE | Libellé simplifié de la rubrique   | Nature de l'installation                                   | Quantité autorisée | Régime (*) |
|---------------|--|--|--------------------|------------|
| 2710-1-a      | Installations de collecte de déchets dangereux apportés par le producteur initial<br>1. Collecte de déchets dangereux :<br>a) Supérieure ou égale à 7 t  | Ouverture du site aux apporteurs de déchets professionnels | 22,5 tonnes        | A          |
| 2718-1        | Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux<br>La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant :<br>1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges | Déchets dangereux  | 27,5 tonnes        | A          |
| 2791-1        | Installation de traitement de déchets non dangereux<br>La quantité de déchets traités étant :  | Broyage  | 14 tonnes/jour     | A          |



|         |  |  |                     |    |
|---------|--|--|---------------------|----|
|         | 1. Supérieure ou égale à 10 t/j ;  |  |                     |    |
| 2712-1  | Installation de VHU<br>1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m <sup>2</sup>  | Traitement des VHU   | 400 m <sup>2</sup>  | E  |
| 2713-1  | Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719.<br>La surface étant :<br>1. Supérieure ou égale à 1 000 m <sup>2</sup> ; | Ferrailles et métaux                                       | 2500 m <sup>2</sup> | E  |
| 2710-2b | Installations de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial<br>2. Collecte de déchets non dangereux :<br>Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant :<br>b) Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> et inférieur à 300 m <sup>3</sup>  | Ouverture du site aux apporteurs de déchets professionnels | 211 m <sup>3</sup>  | DC |
| 2714-1  | Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719<br>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :<br>1. Supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup> ;          | Bois A - -Bois B<br>Cartons - Plastiques                   | 560 m <sup>3</sup>  | D  |
| 2716-1  | Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non-dangereux non-inertes<br>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :<br>2. Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup> .   | Plâtres<br>Déchets Verts                                   | 275 m <sup>3</sup>  | DC |
| 2711-2  | Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de DEEE,<br>Le volume susceptible d'être entreposé étant :<br>2. Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup>   | D3E  | 200 m <sup>3</sup>  | DC |
| 2715    | Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre   | Verres   | 50 m <sup>3</sup>   | NC |
| 1185-2  | Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés   | Groupe froid Fluide R410a – 13,6 kW                        | <5Kg                | NC |
| 1185-3  | Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés   | Stockage d'une bouteille de récupération de fluide R134-A  | max 8kg             | NC |
| 1435    | Stations-service : installations, ouvertes ou  | Distribution de  | 37 m <sup>3</sup>   | NC |



|  |   |     |  |  |
|--|---|-----|--|--|
|  | non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules | GNR |  |  |
|--|---|-----|--|--|

(\*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

Elles relèvent également des rubriques loi sur l'eau suivantes :

| Rubrique IOTA | Libellé simplifié de la rubrique   | Nature de l'installation              | Quantité autorisée | Régime (*) |
|---------------|--|---------------------------------------|--------------------|------------|
| 1.1.1.0       | Sondage, forage y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau (D) | Implantation de piézomètres de suivis | 3                  | D          |

(\*) A (autorisation) ou D (Déclaration)

### Article 1.3 - Origine géographique des déchets

L'origine géographique des déchets admis sur l'installation correspond :

- en priorité aux départements de l'Isère (38) et ponctuellement des départements limitrophes ;
- en fonction du type de déchets, ils peuvent également provenir des zones géographiques de l'emprise des plans départements et régionaux des déchets.

Toute modification notable de l'origine géographique indiquée ci-dessus doit être portée avant sa mise en œuvre à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

### Article 1.4 - Consistance des installations

L'établissement a pour fonctions le tri, transit, regroupement et, le cas échéant, le traitement de déchets non dangereux (DND) provenant des activités des bâtiments et de la démolition, des collectivités, des particuliers et des autres activités économiques (entreprises, industriels, commerçants, artisans et prestataires de services, ...). Les apports directs sur le site comprennent aussi les achats aux particuliers, notamment de ferrailles et métaux. De plus, l'établissement accueille une activité de stockage, dépollution et démontage de véhicules hors d'usage (VHU).

Le site est composé d'un bâtiment central composé de deux entrepôts séparés au centre du bâtiment par des vestiaires.

L'entrepôt n°1 accueille le stockage des métaux, l'entrepôt n°2 accueille le stockage de déchets dangereux et l'installation de dépollution des VHU.

Le site est aussi composé d'un bâtiment « Stockage et centre de tri », d'une zone de stockage non couverte divisée en 6 zones, d'une zone stockage de bennes vides et d'une zone stockage de bouteilles de gaz vide .

La zone de stockage non couverte est divisée en 6 zones et constituée de :

| Zone de stockage non couverte | Déchets                     |
|-------------------------------|-----------------------------|
| Zone A                        | Bois et sciure              |
| Zone B                        | Végétaux, plâtre et cartons |



|        |  |
|--------|--|
| Zone C | Ferrailles et métaux                               |
| Zone D | Pneus, platin (ferraille à broyer), verre, gravats |
| Zone E | Déchets non dangereux                              |
| Zone F | DEEE   |

Les autres surfaces sont occupées par des voies imperméabilisées pour le stationnement et la circulation des véhicules, un bassin pour la collecte des eaux de ruissellement et d'extinction d'incendie, un bâtiment qui regroupe les services administratifs et les locaux sociaux.

En outre, l'exploitant dispose des utilités nécessaires au fonctionnement de l'établissement dont un pont bascule, une aire de lavage, une station-service et un portail de détection de la radioactivité.

Le plan en annexe 2 délimite le périmètre du site et l'implantation des différentes zones de stockage.

#### **Article 1.5 - Conformité au dossier de demande d'autorisation**

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

#### **Article 1.6 - Durée de l'autorisation et cessation d'activité**

##### **1.6.1 Cessation d'activité et remise en état**

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage industriel.

##### **1.6.2 Durée de l'autorisation**

Il n'est pas fixé de durée de l'autorisation.

#### **Article 1.7 - Garanties financières**

Conformément à l'article R.516-1 du code de l'environnement, ARC-EN-CIEL RECYCLAGE n'a pas l'obligation de constituer les garanties financières calculées dans la mesure où ce montant est inférieur à 100 000 € TTC.

La quantité maximale de déchets entreposée sur le site devra rester inférieure ou égale à 50 tonnes au total de déchets dangereux et sera répartie comme suit :

- déchets dangereux (collectes apportés par le producteur initial) : 22,50 tonnes
- déchets dangereux (divers) : 27,5 tonnes.

La quantité maximale de déchets non dangereux entreposée sur le site devra rester inférieure ou égale aux quantités suivantes :

- bois B : 60 tonnes ;
- bois A : 36 tonnes ;
- Pneus : 22,6 tonnes ;
- Gravats : 14 tonnes ;
- Ferrailles et métaux : 2500 m<sup>2</sup> sur 3 mètres de hauteur
- Cartons : 215 m<sup>3</sup>
- Déchets liquides non dangereux : 6 m<sup>3</sup>.



### **Article 1.8 - Documents tenus à la disposition de l'inspection**

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

### **Article 1.9 - Locaux habités ou occupés par des tiers ou habités au-dessus de l'installation**

L'installation ne surmonte pas et n'est pas surmontée de locaux occupés par des tiers ou à usage d'habitation.



## **TITRE 2 – GESTION DES ACTIVITES DE TRI, TRANSIT, REGROUPEMENT ET DE TRAITEMENTS DES DECHETS**

### **Article 2.1 - Principes de la gestion des déchets**

La gestion des déchets privilégie dans l'ordre la réutilisation, le recyclage avant toute valorisation même énergétique et l'enfouissement. L'exploitant procède au tri systématique des déchets pour faciliter leur valorisation ou leur traitement, en particulier pour ceux qui sont associés à une filière dite REP (Responsabilité Elargie du Producteur). Les conditions d'entreposage des déchets satisfont aux règles de prévention des nuisances et des risques.

Les filières d'élimination retenues privilégient les solutions de proximité, et optimisent les chargements en volume. Les quantités entreposées, par catégorie, restent proportionnées aux capacités de gestion du site. Dès qu'un casier ou benne de déchets est rempli ou que le volume est suffisant pour faire une expédition, les déchets sont dirigés vers la filière de traitement adaptée. En aucun cas, l'exploitant ne procède à des accumulations de matières dans l'attente d'une situation plus favorable des marchés des matières premières.

L'exploitant s'assure de la conformité des filières d'élimination de ses prestataires aux dispositions du Code de l'environnement, dont les droits d'exploiter et/ou les agréments nécessaires à la gestion de certaines catégories de déchets. Une attention particulière est portée à la traçabilité des opérations d'enlèvement et d'élimination des déchets. L'exploitant utilise la codification réglementaire en vigueur pour les déchets.

### **Article 2.2 - Activités**

#### **Article 2.2.1 - Natures des déchets admis**

Les déchets autorisés à être réceptionnés sur le site sont des déchets provenant des activités des bâtiments et de la démolition, des collectivités, des particuliers et des autres activités économiques (entreprises, industriels, commerçants, artisans et prestataires de services, ...) :

- Déchets internes au site Arc-en-Ciel Recyclage ;
- Déchets industriels banals : ensemble des déchets non inertes, non dangereux générés par les entreprises, industriels, commerçants, artisans et prestataires de services. Cela comprend ferrailles, métaux, papiers, cartons, verres, textile, bois, ...
- Autres résidus municipaux ;
- Déchets d'équipements électroniques et électriques ;
- Déchets végétaux ;
- Déchets d'emballage ;
- Déchets ultimes ;
- Ordures ménagères ;
- Déchets dangereux :

- Véhicules hors d'usage (VHU) ;

- Déchets Diffus Spécifiques (DDS) ou Déchets Ménagers Spéciaux (DMS) :

Ces déchets correspondent aux déchets de la filière de responsabilité élargie des producteurs (REP) de DDS créé par le décret du 04 janvier 2012 relatif à la prévention et à la gestion des déchets ménagers issus de produits chimiques pouvant présenter un risque significatif pour la santé et l'environnement et qui modifie la dénomination des déchets :

- Produits à base d'hydrocarbures ;
    - Produits d'adhésion, d'étanchéité et de réparation ;
    - Produits de traitement et de revêtement des matériaux et produits de préparation de surface ;



- Produits d'entretien spéciaux et de protection ;
- Solvants et diluants ;
- Produits biocides et phytosanitaires ménagers ;
- Engrais ménagers ;
- Produits colorants et teintures pour textile ;
- Encres, produits d'impression et photographiques ;
- Déchets entrant dans la Responsabilité Etendue du Producteur pour les DDS ;
- Générateurs d'aérosols et cartouches de gaz ;

- Tous déchets qui présentent une ou plusieurs des propriétés de dangers énumérées à l'annexe I de l'article R541-8 du Code de l'Environnement (exceptés ceux appartenant à la liste des déchets non admis sur le site).

#### **Article 2.2.2 - Quantités maximales de déchets présents par catégories**

Les quantités maximales de matériaux entreposés par catégorie et par poste, sont celles prises en compte dans le calcul du montant des garanties financières et fixées à l'article 1.7 du présent arrêté.

#### **Article 2.2.3 - Etat des stocks**

L'exploitant tient à jour, en permanence, un état des stocks présents dans l'installation par catégorie de déchets.

L'exploitant doit tenir à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et consigné dans le dossier "installations classées" prévu à l'article 1.8 du présent arrêté.

La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée au plus juste des besoins de l'exploitation.

#### **Article 2.2.4 - Déchets interdits**

D'une manière générale, les déchets non identifiables ou non compris dans la liste fixée supra ne sont pas admis sur la plate-forme. En particulier, la collecte et l'entreposage, même temporaire, des déchets ou catégories de déchets énoncés ci-après sont strictement interdits :

- déchets radioactifs ; tous les déchets de métaux, terres ou autres déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants font l'objet d'un contrôle de leur radioactivité, soit avant leur arrivée sur site, soit à leur admission si le site est équipé d'un dispositif de détection.
- déchets explosifs ;
- PCB-PCT à l'exclusion de ceux présents dans les DEEE ou les déchets automobiles ;
- déchets d'activité de soins à risques infectieux ;
- cadavres d'animaux ;
- déchets pulvérulents non conditionnés.

#### **Article 2.2.5 - Opérations réalisées sur les déchets**

Les activités d'Arc-en-Ciel Recyclage consistent à recevoir par différents moyens (collecte par sa flotte, apports directs sur le site) différents déchets. Ces déchets sont ensuite triés, regroupés et stockés par filière, avant d'être envoyés conformément à la réglementation vers des étapes de traitement de déchets ultérieures (recyclage, revalorisation énergétique).

Les apports directs sur le site comprennent aussi les achats aux particuliers, notamment de ferrailles et métaux.

L'exploitant s'appuie sur les processus de son système de management de la qualité environnementale (SMQE), avec les procédures :

- préparation et planification des prestations (en cas de collecte de déchets dangereux et non dangereux),
- gestion du transit / regroupement sur site (réception des collectes et apports directs sur site) ;



- gestion sur site des déchets dangereux et des déchets non dangereux jusqu'à leur envoi en filière respective.

En amont de ces étapes, tout nouveau client fait l'objet d'un rendez-vous et d'un « audit déchets » afin d'anticiper le mieux possible les typologies de déchets que ce client sera susceptible de confier à Arc-en-Ciel Recyclage ainsi que leurs caractéristiques (tonnages, contenants nécessaires, ...).

Pour les déchets dangereux, Arc-En-Ciel Recyclage s'efforce toujours d'obtenir un maximum d'information via les fiches d'identification de déchets ou les FDS et réalise un Certificat d'Acceptation Préalable (CAP). Ceci permet d'anticiper au mieux la logistique des prestations pour ces déchets et d'envisager en amont les exutoires possibles.

Si, lors de ces démarches, les déchets sont non identifiés ou non identifiables, Arc-En-Ciel Recyclage réalise un échantillonnage pour analyse avant prise en charge.

## **Article 2.3 - Conditions d'admissions et d'expéditions**

### **Article 2.3.1 - Modalités d'admission des déchets**

Pour être admis sur la plate-forme, les déchets doivent satisfaire :

- à la procédure d'information préalable ou à la procédure d'acceptation préalable en vigueur ;
- au contrôle à l'arrivée sur le site.

### **Article 2.3.2 - Procédure d'information préalable**

Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité(s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.

a) Informations à fournir :

- source (producteur) et origine géographique du déchet ;
- informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;
- données concernant la composition du déchet, dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) ;
- apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;
- code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- propriétés de danger du déchet ;
- analyse des PCB et PCT, au sens de l'article R. 543-17 du code de l'environnement, pour les huiles usagées ;
- résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ;
- au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement ou tri.

b) Dispositions particulières :

Dans le cas de déchets régulièrement produits dans un même processus industriel, l'information préalable apporte des indications sur la variabilité des différents paramètres caractéristiques des déchets. Le producteur de ces déchets informe l'exploitant des modifications significatives apportées au procédé industriel à l'origine du déchet.



Si des déchets issus d'un même processus sont produits dans des installations différentes, une seule information préalable peut être réalisée si elle est accompagnée d'une étude de variabilité entre les différents sites montrant leur homogénéité.

Ces dispositions particulières ne s'appliquent pas aux déchets issus d'installations de regroupement ou de mélange de déchets.

L'information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins cinq ans par l'exploitant. S'il ne s'agit pas d'un déchet généré dans le cadre d'un même processus, chaque lot de déchets fait l'objet d'une d'information préalable.

Un recueil des informations préalables est tenu à jour et précise, le cas échéant, les motifs des refus des déchets.

Avant la première admission d'un chargement, notamment en provenance d'un nouveau fournisseur, l'exploitant dispose de la fiche d'informations préalables, établie par le producteur. Par la suite, un retour au moins annuel est fait avec des apporteurs afin d'améliorer la qualité des intrants. La liste des déchets admis est affichée à l'entrée de l'établissement.

### **Article 2.3.3 - Procédure d'admission**

L'installation comporte une aire d'attente à l'intérieur de l'installation pour la réception des déchets. Les déchets ne sont pas admis en dehors des heures d'ouverture de l'installation.

a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :

- vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point 2.3.2 ci-dessus, en cours de validité ;
- réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ;
- recueille les informations nécessaires au renseignement du registre des déchets entrants prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 ;
- réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ;
- vérifie que les déchets sont conditionnés et étiquetés conformément aux réglementations en vigueur ;
- délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site. Le bordereau de suivi de déchets dangereux vaut accusé de réception.

b) Dans le cas de flux importants et uniformes de produits ou déchets en provenance d'un même producteur, la nature et la fréquence des vérifications réalisées sur chaque chargement sont déterminées en fonction des procédures de surveillance appliquées par ailleurs sur l'ensemble de la filière de valorisation ou d'élimination.

c) En cas de doute sur la nature et le caractère dangereux ou non d'un déchet entrant, l'exploitant réalise ou fait réaliser des analyses pour identifier le déchet. Il peut également le refuser.

d) En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant :

- refuse le chargement, en partie ou en totalité, ou si un document manque, peut entreposer le chargement en attente de la régularisation par le producteur, la ou les collectivités en charge de la collecte ou le détenteur.

L'exploitant adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus ou la mise en attente du déchet, une copie de la notification motivée du refus du chargement ou des documents manquant, au producteur, à la (ou aux) collectivité(s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet.

Les déchets en attente de régularisation d'un ou plusieurs documents sont entreposés au maximum deux semaines. Au-delà, le déchet est refusé.



Une zone est prévue pour l'entreposage, avant leur reprise par leur expéditeur, la régularisation des documents nécessaires à leur acceptation ou leur envoi vers une installation autorisée à les recevoir, des déchets qui ne respectent pas les critères mentionnés dans le présent article.

A l'exclusion des huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles, les déchets dangereux sont réceptionnés uniquement par le personnel habilité par l'exploitant ou son représentant, qui est chargé de les entreposer dans un local dédié au stockage en tenant compte de la compatibilité et de la nature des déchets. Ils ne doivent, en aucun cas, être stockés à même le sol.

Les modalités et la nature des apports doivent faire l'objet d'une surveillance par des moyens proportionnés aux risques et à la taille de l'installation. Dans tous les cas, les locaux de déchets dangereux doivent être rendus inaccessibles au public (à l'exception des stockages d'huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles).

Les réceptacles des déchets dangereux doivent comporter, un système d'identification du caractère de danger présenté par le déchet stocké.

Les récipients ayant servi à l'apport par le public ne doivent pas être abandonnés en vrac sur les aires de dépôt et de stockage. L'exploitant doit mettre à la disposition du public des conteneurs en vue d'assurer un stockage correct de ces récipients. Tout transvasement, déconditionnement ou traitement de déchets dangereux est interdit, excepté le transvasement des huiles, des piles et des déchets d'équipements électriques (à l'exclusion des lampes qui ne peuvent être transvasées). Tout emballage qui fuit est placé dans un autre emballage approprié. Un stock suffisant d'emballages appropriés pour les emballages fuyards est conservé sur le site.

Le dégazage est interdit. Des dispositions sont prises pour empêcher le rejet à l'atmosphère des gaz dangereux et notamment des fluides frigorigènes halogénés, contenus dans les déchets, y compris de façon accidentelle lors de manipulations.

#### **Article 2.3.4 - Entreposage des déchets**

Les aires de réception, de transit, regroupement et tri des déchets sont distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (élimination, recyclage par exemple).

L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).

Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :

- la dégradation des déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur valorisation ou élimination appropriée ;
- l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.

Les déchets doivent être entreposés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs...).

Les déchets susceptibles d'être à l'origine de dégagements gazeux doivent être stockés dans un local abrité des intempéries, aéré et ventilé. Une face du bâtiment peut-être ouverte si une dépression est créée, associée à l'aspiration de l'air du bâtiment. Un traitement de l'air vicié devra être opéré avant tout rejet à l'atmosphère. La durée de stockage de ces déchets ne doit pas dépasser une semaine.

La durée d'entreposage des autres déchets sur l'installation ne dépasse pas un an.

L'entreposage est effectué de manière à ce que toutes les voies et issues de secours soient dégagées.

#### **Article 2.3.5 - Opérations de tri et conditionnement des déchets**



Les déchets sont triés en fonction de leur nature et de leur exutoire (mode de valorisation, d'élimination).

Les piles usagées au lithium sont séparées des autres piles et leur entreposage est réalisé dans des fûts ou conteneurs fermés, étanches à l'humidité, résistant à la pression en cas d'échauffement et conformes à la réglementation relative au transport de matières dangereuses.

Le compactage ou la réduction de volume des déchets d'activité de soins à risques infectieux et assimilés et de pièces anatomiques est interdit.

Lorsqu'ils sont identifiés, les condensateurs, les radiateurs à bain d'huile et autres déchets susceptibles de contenir des PCB sont séparés dans un bac étanche spécialement affecté et identifié.

Leur élimination est faite dans une installation dûment autorisée.

### **Article 2.3. 6 - Traitement**

Les différentes aires de traitement des déchets (broyage) sont distinctes et clairement repérées.

### **Article 2.3.7 - Déchets sortants**

Les déchets doivent être périodiquement évacués vers les installations de traitement adaptées et autorisées à les recevoir. Les déchets ne sont pas entreposés plus de trois mois dans l'installation.

Toute opération d'enlèvement de déchets se fait sous la responsabilité de l'exploitant. Il organise la gestion des déchets sortants dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés aux titre Ier et titre IV du livre V du code de l'environnement. Il s'assure que les entreprises de transport, leurs véhicules et les installations de destination disposent des autorisations ou agréments nécessaires.

#### **a) Registre de déchets sortants**

L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés les déchets sortants du site.

Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

- la date de l'expédition ;
- le nom et l'adresse du destinataire ;
- la nature et la quantité de chaque déchet expédié (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définie à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;
- le numéro du bordereau de suivi et, le cas échéant, les références du certificat d'acceptation préalable ;
- l'identité du transporteur ;
- le numéro d'immatriculation du véhicule.

#### **b) Préparation au transport - Etiquetage**

Le cas échéant, les déchets évacués sont emballés conformément à la réglementation en vigueur et, le cas échéant, en respectant les dispositions de l'ADR. Les déchets dangereux sont étiquetés et portent en caractère lisible :

- la nature et le code des déchets, conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- les symboles de danger conformément à la réglementation en vigueur.

### **Article 2.3.8 - Connaissance et étiquetage des déchets**

L'exploitant garde à sa disposition les documents prévus dans l'information préalable, notamment les propriétés de danger du déchet et, le cas échéant, les précautions supplémentaires à prendre. Il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations de ces documents (compatibilité des déchets, stockage, emploi, lutte contre l'incendie).



Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le libellé et le code des déchets au regard de l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement et les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et mélanges dangereux.

#### **Article 2.3.9 - Procédures d'urgence**

L'exploitant établit des procédures d'urgence, accompagnées de consignes écrites, afin de gérer les différentes situations de réception ou d'expédition de chargements non conformes allant de la simple identification de déchets non admissibles aux déchets dangereux appelant des dispositions particulières de mises en sécurité.

En cas de refus d'un chargement reçu, l'exploitant adresse au plus tard quarante-huit heures après le refus, une copie de sa notification motivée, au producteur ou au détenteur du déchet, et à l'inspection des installations classées.

#### **Article 2.3.10 - Transports – Traçabilité**

L'exploitant s'assurera que toutes les opérations de transport de déchets respectent ces dispositions ainsi que, le cas échéant, celles de l'arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres pour le transport des déchets dangereux. Il s'assure notamment de la validité des documents propres au véhicule et au personnel chargé du transport. Il remet au chauffeur les documents de transport correspondant aux déchets sortants.

L'expédition de déchet dangereux respecte la réglementation aux circuits de traitement des déchets, notamment l'article R. 541-43 du code de l'environnement.

#### **Article 2.3.11 - Rupture traçabilité des déchets non-dangereux**

L'exploitant oriente les déchets non-dangereux dans des filières de traitement adaptées et autorisées au titre des législations et réglementations relatives aux déchets et aux installations classées. Les documents justificatifs doivent être conservés pendant cinq ans.

L'exploitant est exonéré de l'obligation de conservation de la traçabilité entre les déchets entrants et sortants non-dangereux, prévue par le 3ème alinéa de l'art. 10 de l'AM du 31/05/21, qui vient préciser le 2e alinéa de l'art. R. 541-45 du CE.

#### **Article 2.3.12 - Rupture traçabilité des déchets dangereux**

L'exploitant oriente les déchets dangereux dans des filières de traitement adaptées et autorisées au titre des législations et réglementations relatives aux déchets et aux installations classées. Les documents justificatifs doivent être conservés pendant cinq ans.

L'exploitant est exonéré de l'obligation de conservation de la traçabilité entre les déchets entrants et sortants dangereux, prévue par le 3ème alinéa de l'art. 10 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021, qui vient préciser le 2e alinéa de l'art. R. 541-45 du CE.

L'exploitant doit tenir à disposition du service de l'inspection une liste des déchets dangereux nécessitant la rupture de traçabilité et la justification pour chacun de la rupture.

Le préfet de département peut à tout moment modifier cette prescription par arrêté préfectoral pour renforcer, adapter ou atténuer les prescriptions fixées. Ces modifications sont faites soit à la demande justifiée du titulaire, soit sur proposition de l'inspection de l'environnement.

#### **Article 2.4 - Formations**



L'exploitant établit le plan de formation, propre à chaque agent affecté aux opérations de gestion de déchets et adapté à leur fonction. Ce plan comporte une phase d'évaluation et fait l'objet d'un certificat attestant des capacités et connaissances, et mentionnant la durée de validité de chaque formation suivie.

L'exploitant assure la formation de tout le personnel (temporaire et permanent) appelé à travailler au sein de l'installation. Il veille également à ce que le personnel des prestataires, notamment des transporteurs, aient une formation adaptée.

L'exploitant de l'installation définit un programme de formation adapté concernant notamment :

- les différents risques rencontrés sur l'installation, en particulier ;
- les risques liés à la manipulation des déchets dangereux réceptionnés et stockés, y compris les risques d'incompatibilité ;
- le risque incendie et de manipulation des moyens d'extinction ;
- la vérification des consignes de sécurité présentes sur le site ;
- la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident ;
- les déchets et les filières de gestion des déchets ;
- les moyens de protection et de prévention ;
- les gestes et postures lors de manipulation d'objets lourds ou encombrants ;
- une formation de base sur le transport des marchandises dangereuses par route (règlement ADR) ;
- les formalités administratives et contrôle à réaliser sur les déchets entrants, les chargements sortants ainsi que les véhicules devant intervenir sur le site.

La formation peut-être dispensée par l'exploitant ou par une personne de son choix.

Le programme personnalisé de chaque agent et, le cas échéant, leurs certificats d'aptitudes sont consignés dans le rapport "installations classées" prévu à l'article 1.8 du présent arrêté.

## **Article 2.5 - Local de stockage des déchets dangereux**

Le local de stockage sert exclusivement à entreposer les déchets dangereux. Il est également organisé en classes de déchets de natures distinctes, facilement identifiables. Les conteneurs servant à recueillir les déchets dangereux ne sont pas superposés (mais peuvent être positionnés sur différents niveaux d'étagères ou de rayonnages).

Des panneaux informant des risques encourus, précisant les équipements de protection individuels à utiliser et rappelant les consignes à mettre en œuvre en cas de problème, sont clairement affichés à l'entrée du local de stockage ainsi qu'un panneau interdisant l'accès au public et un rappelant l'interdiction de fumer.

Un plan du local de stockage des déchets dangereux avec l'emplacement des différents conteneurs est établi, et tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. A tout moment, l'exploitant doit pouvoir informer les services d'incendie et de secours de la nature des déchets contenus dans le local de stockage.

## **Article 2.6 - Amiante**

Si l'installation accepte des déchets d'amiante, les dispositions de ce paragraphe sont applicables.

Une zone de dépôt spécifique reçoit les déchets d'amiante liés aux matériaux inertes. Cette zone est clairement signalée. Les éléments reçus en vrac sont déposés, emballés et étiquetés, conformément à la réglementation en vigueur. L'exploitant met à disposition des usagers ou de son personnel les moyens d'ensachage des déchets.

## **Article 2.7 - Stockage des huiles**

Si l'installation accepte des huiles minérales et synthétiques apportées par les usagers, les dispositions de ce paragraphe sont applicables.



Les huiles minérales ou synthétiques sont stockées dans des contenants spécifiques réservés à cet effet. Ils sont stockés à l'abri des intempéries et disposent d'une cuvette de rétention étanche. Une information sur les risques encourus et sur le mode opératoire de déversement, notamment sur l'interdiction formelle de mélange des types d'huile, est clairement affichée à proximité du conteneur. La borne est protégée contre les risques de choc avec un véhicule. La jauge de niveau est facilement repérable et le taux de remplissage est régulièrement contrôlé. Un absorbant est stocké à proximité de la borne. En cas de déversement accidentel, il est immédiatement utilisé et traité comme un déchet dangereux.

#### **Article 2.8 - Brûlage**

Le brûlage de déchets est interdit.



### **TITRE 3 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES**

#### **Article 3.1 - Prélèvements et consommations d'eau**

##### **Article 3.1.1 - Origine et réglementation des approvisionnements en eau**

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

| Origine de la ressource | Nom de la commune du réseau                                  | Prélèvement maximal |
|-------------------------|--|---------------------|
|                         |  | Annuel (m3/an)      |
| Réseau d'eau potable    | DOMENE (provient de captages situés sur la commune de Revel) | 1 000 m3/an.        |

##### **Article 3.1.2 - Conception et exploitation des ouvrages et installations de prélèvement d'eaux**

Les arrivées sont munies de dispositifs totalisateurs des quantités prélevées au réseau d'eau potable (avec un sous-compteur d'eau pour l'usage sanitaire et un sous-compteur d'eau pour les eaux de lavage) et d'un dispositif évitant en toute circonstance le retour d'eau pouvant être polluée.

#### **Article 3.2 - Conception et gestion des réseaux et points de rejet**

##### **Article 3.2.1 - Points de rejet**

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes : eaux usées industrielles, eaux pluviales susceptibles d'être polluées, eaux de refroidissement, eaux vannes, etc. Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au(x) point(s) de rejet(s) externe(s) qui présente(nt) les caractéristiques suivantes :

| Réf.   | Nature des effluents  | Exutoire du rejet  | Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective | Conditions de raccordement  |
|--------|---|--|--|-----------------------------|
| Pt N°1 | eaux usées sanitaires   | réseau public d'assainissement (regard près de l'entrée du site, rue Moyrond ) | station d'épuration de GRENOBLE-AQUAPOLE                     | Autorisation, convention... |
| Pt N°2 | eaux usées sanitaires   | réseau public d'assainissement (au sud du bâtiment de stockage, rue Moyrond )  | station d'épuration de GRENOBLE-AQUAPOLE                     | Autorisation, convention... |
| Pt N°3 | eaux usées industrielles provenant de l'aire de lavage et eaux pluviales de | réseau d'eaux pluviales de la zone industrielle (regard                        | réseau d'eaux pluviales de la zone industrielle              | Autorisation, convention... |



|  |  |  |  |  |
|--|--|--|--|--|
|  | voies de circulation et les<br>eaux de toiture | près de l'entrée du<br>site, rue Moyrond ) |  |  |
|--|--|--|--|--|

### **Article 3.2.2 – Conception, aménagement et équipements des ouvrages de rejet**

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

Le réseau de collecte doit être de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées.

Les points de rejet des eaux résiduaires doivent être en nombre aussi réduit que possible. Ils doivent être aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons et l'installation d'un dispositif de mesure du débit.

Tous les effluents aqueux sont canalisés (eaux usées domestiques, eaux pluviales, eaux de lavages de véhicules...). Tout rejet d'effluent liquide, non prévu au présent arrêté ou non conforme à leurs dispositions, est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits, et le milieu récepteur.

Le rejet direct ou indirect, même après épuration des eaux résiduaires, dans une nappe souterraine est interdit.

Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

### **Article 3.3 - Surveillance des prélèvements et des rejets**

#### **Article 3.3.1 - Relevé des prélèvements d'eau**

Les besoins en eaux sanitaires sont satisfaits par le réseau d'adduction public. Les consommations autres que sanitaires, sont limitées aux besoins de l'activité du site. Aucun prélèvement n'est effectué dans les eaux souterraines et le milieu naturel.

Le relevé du totalisateur est effectué au minimum une fois par mois, et est porté sur un registre consigné dans le dossier "installations classées" prévu à l'article 1.8 du présent arrêté.

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau.

#### **Article 3.3.2 - Contrôle des rejets des eaux pluviales et des eaux usées industrielles provenant de l'aire de lavage**

La qualité des eaux pluviales et des eaux de l'aire de lavage du point indiqué à l'article 3.2.1 du présent arrêté respecte a minima les caractéristiques citées à l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation (article 32 et article 33-§18).



Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.

Une mesure des concentrations des différents polluants susvisés doit être effectuée au moins deux fois par an par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement selon les méthodes de référence précisées dans « un avis publié au Journal officiel ».

Les résultats sont consignés dans le dossier "installation classée" prévu à l'article 1.8 du présent arrêté.

### Article 3.4 - Surveillance des effets des rejets sur les milieux aquatiques et les sols

#### Article 3.4.1 - Surveillance des eaux souterraines

Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants localisés en annexe 3 :

| Pt de mesure | Localisation par rapport au site<br>(amont ou aval) | Aquifère capté (superficiel ou profond),<br>masse d'eau   |
|--------------|---|---|
| PZ1          | Amont   | Nappe d'eau souterraine « les Alluvions de l'Isère Combe de Savoie et Gésivaudan »<br>(FRDG314) |
| PZ2          | Aval  | Nappe d'eau souterraine « les Alluvions de l'Isère Combe de Savoie et Gésivaudan »<br>(FRDG314) |
| PZ1          | Aval  | Nappe d'eau souterraine « les Alluvions de l'Isère Combe de Savoie et Gésivaudan »<br>(FRDG314) |

La localisation des ouvrages est précisée sur le plan joint en annexe 3.

L'exploitant procède à l'analyse des eaux souterraines dans les conditions suivantes :

| Paramètres                      | Pt de mesure      | Fréquence des analyses                            |
|---------------------------------|-------------------|---|
| Nom                             |                   |   |
| Métaux                          | PZ1<br>PZ2<br>PZ3 | 2 fois par an en période de hautes et basses eaux |
| HAP                             |                   |   |
| BTEX                            |                   |   |
| COHV                            |                   |   |
| POLYCHLOROBIPHENILES            |                   |   |
| HYDROCARBURES C5-C10 et C10-C40 |                   |   |

Les résultats d'analyse des eaux souterraines seront transmis annuellement en fin d'année N au service de l'inspection sous la forme d'un rapport d'analyse en comparant les résultats d'analyses de l'année N avec les résultats des analyses des années N-1, avec systématiquement des commentaires de l'exploitant sur l'évolution de la situation.

Ces résultats et contrôles seront consignés dans le dossier « installation classée » prévu à l'article 1.8 des prescriptions techniques du présent arrêté.

Le préfet pourra en fonction des résultats d'analyses des eaux souterraines prescrire une analyse des risques sanitaires.

De plus, les résultats d'analyse des eaux souterraines seront transmis via l'outil de gestion informatisée des données d'autosurveillance fréquente (GIDAF).



#### **Article 3.4.2 - Surveillance des sols**

Lors de la cessation totale des activités du site et en cas de changement d'usage des parcelles d'implantation du site, les zones identifiées dans le dossier d'autorisation visés dans le présent arrêté comme susceptibles d'être impactées par les activités antérieures ou actuelles du site, feront l'objet des investigations nécessaires permettant de s'assurer de la compatibilité des sols avec l'usage envisagé.

#### **Article 3.4.3 - Surveillance des eaux pluviales et des eaux de l'aire de lavage**

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (voirie, parking, toitures) sont pré-traitées avant d'être rejetées dans le réseau d'eaux pluviales de la zone industrielle.

Les eaux polluées de l'aire de lavage sans aucun additif (détergent...) sont traitées en amont via un séparateur d'hydrocarbures avant d'être acheminées vers le réseau d'eaux pluviales.

Les rejets directs ou indirects dans la nappe souterraine, des puits ou des puisards sont interdits tout comme l'épandage de boues, déchets, effluents et autres sous-produits.

Un contrat de maintenance est mis en place par l'exploitant afin d'assurer au minimum deux visites d'entretien annuelle des séparateurs hydrocarbures par un prestataire extérieur qualifié.

Les fiches de suivi du nettoyage des équipements ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Article 3.4.4 - Étude hydraulique des réseaux**

L'exploitant devra réaliser dans un délai d'un an suivant la notification du présent arrêté une étude hydraulique des réseaux dans le but de vérifier qu'aucun puits perdu n'est présent sur le site.



## **TITRE 4 – MESURES D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION ET DE COMPENSATION**

### **Article 4.1 - Mesures d'évitement, réduction et compensation**

L'ancienne cuve de fioul qui a été inertée lors du rachat du site sera extraite.

La dalle béton de la zone de stockage non couverte sera renouvelée afin d'augmenter l'étanchéité du sol.

### **Article 4.2 - Suivi des mesures**

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées tous les éléments de preuve de la mise en œuvre des mesures citées à l'article 4.1 ci-dessus.



## **TITRE 5 – PROTECTION DU CADRE DE VIE**

### **Article 5.1 - Horaires d'ouverture du site**

Le site fonctionne 5 jours par semaine du lundi au vendredi, pendant les horaires d'ouverture du site, à savoir de 7h30 à 12h et de 13h30 à 17h30, 17h le vendredi.

### **Article 5.2 - Niveaux acoustiques**

Les points de mesures et l'emplacement de la Zone à Emergence Réglementée (ZER) figurent sur le plan annexé au présent arrêté préfectoral (annexe 4).

#### **Article 5.2.1 - Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation**

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

|                    | <b>Période de jour : de 7h à 22h,<br/>(sauf dimanches et jours fériés)</b> | <b>Période de nuit : de 22h à 7h,<br/>(ainsi que dimanches et jours fériés)</b> |
|--------------------|--|---|
| Point de mesure P1 | <b>70 dB(A)</b>  | <b>60 dB(A)</b>   |
| Point de mesure P2 | <b>70 dB(A)</b>  | <b>60 dB(A)</b>   |
| Point de mesure P3 | <b>70 dB(A)</b>  | <b>60 dB(A)</b>   |
| Point de mesure P4 | <b>70 dB(A)</b>  | <b>60 dB(A)</b>   |

#### **Article 5.2.2 - Valeurs limites d'émergence**

Les émissions sonores de l'établissement n'engendrent pas des émergences supérieures aux valeurs admissibles fixées ci-après, dans les zones à émergences réglementées.

| <b>Niveaux de bruit ambiant existant<br/>dans les zones à émergences<br/>réglementées (incluant le bruit de<br/>l'établissement)</b> | <b>Emergences admissibles pour la<br/>période allant de 7h00 à<br/>22h00, sauf dimanches et jours<br/>fériés</b> | <b>Emergences admissibles<br/>pour la période allant de<br/>22h00 à<br/>07h00, ainsi que les<br/>dimanches et jours fériés</b> |
|--|--|--|
| supérieur à 35 et inférieur ou égal à<br>45 dB (A)   | 6 dB (A)   | 4 dB (A)   |
| Supérieur à 45 dB(A)   | 5 dB(A)  | 3 dB (A)   |

Les niveaux sonores à considérer sont ceux émis par l'ensemble des activités exercées à l'intérieur de l'établissement, y compris les véhicules et les engins.

La durée d'apparition d'un bruit particulier, à tonalité marquée et de manière établie ou cyclique, n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes définies dans le tableau précédent.



### **Article 5.2.3 - Mesures périodiques des niveaux sonores**

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée 6 mois au maximum après la notification du présent arrêté puis tous les 3 ans (avec le broyeur et la presse-cisaille en fonctionnement).

### **Article 5.2.4 - Véhicules - Engins de chantier**

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation doivent être conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier, les engins de chantier doivent être conformes à un type homologué. L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, hautparleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

### **Article 5.3 - Vibrations**

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis sont déterminés suivant les spécifications des règles techniques en Annexe II (Règles techniques applicables en matière de vibrations) de l'arrêté du 23/11/11 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2791 .

### **Article 5.4 - Limitation des émissions lumineuses**

Aucune activité sur le site est prévue en dehors des heures d'ouverture du site, pas ou peu d'éclairage sera présent la nuit.

### **Article 5.5 - Insertion paysagère**

L'exploitant prend les dispositions appropriées pour intégrer l'établissement dans le paysage et maintenir les installations comme les locaux en bon état de propreté. Une attention particulière est accordée aux émissaires de rejet et à leur périphérie.

Une rangée d'arbres à feuilles persistantes est plantée et entretenue en bordure de l'ancien parc à ferrailles (côté voie de chemin de fer), sur toute sa périphérie.

### **Article 5.6 - Clôture**

Afin d'en interdire l'accès, le terrain est entouré d'une clôture efficace et résistante ou d'un mur d'une hauteur minimale de deux mètres.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre aux installations.

### **Article 5.7 - Voie de circulation, envol de déchets et de poussières**

Les voies de circulation à l'intérieur de l'établissement, les pistes et voies d'accès, en enrobés, sont nettement délimitées et maintenues en constant état de propreté.

La vitesse est limitée sur le site.



L'installation met en œuvre des dispositions pour empêcher les envois de déchets notamment lors de leur chargement/déchargement.

Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin.

Le transport des déchets doit s'effectuer dans des conditions propres à empêcher les envois. En particulier, s'il est fait usage de bennes ouvertes, les déchets sortant du site devront être couverts d'une bâche ou d'un filet. L'exploitant s'assure que les entreprises de transport intervenant sur son site respectent ces dispositions.

#### **Article 5.8 - Accès à l'établissement**

En l'absence de gardiennage, toutes les issues sont fermées à clef en dehors des horaires d'ouverture. Le site est équipé d'un système d'alarme intrusion relié à l'ensemble des caméras de télésurveillance présentes dans les bâtiments et en extérieur. Ce système d'alarme est géré par une société extérieure qui, en cas d'intrusion, contacte les dirigeants pour un premier levé de doute avant contact aux forces de l'ordre, en dehors des heures d'ouverture. Ces vidéos sont également retransmises au poste de garde pendant les horaires d'ouverture et sont visionnable 24h/24 par le dirigeant via une application mobile.

#### **Article 5.9 - Rongeurs**

Le site est mis en état de dératisation permanent.

#### **Article 5.10 - Gêne olfactive**

L'exploitant met tout en œuvre pour expédier en premier les bennes collectées chez le client (possibilité de fermentation de déchets organiques mélangés à d'autres déchets), limitant dans la mesure du possible le temps de la benne sur site à 24h.

#### **Article 5.11 - Accessibilité**

Si une plate-forme de déchargement des véhicules est utilisée par le public, elle est équipée de dispositifs destinés à éviter la chute d'un véhicule en cas de fausse manœuvre. Les voies de circulation sont suffisamment larges afin de permettre une manœuvre aisée de tous les véhicules autorisés.

Les locaux, voies de circulation et aires de stationnement sont exempts de tout encombrement gênant la circulation des véhicules ou des piétons. L'éclairage est adapté au déchargement des déchets.



## **TITRE 6 – PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES**

### **Article 6.1 - Conception des installations**

#### **Article 6.1.1 - Dispositions constructives et comportement au feu**

Les dispositions constructives reprises à l'étude des dangers (EDD) du dossier de demande d'autorisation visé sont réalisées, et notamment :

| <b>Bâtiment/local</b>   |   |  |
|---|---|--|
|   | <b>Murs et planchers</b>  | <b>Parois séparatives</b>  |
| <b>Bâtiment Stockage</b>  | Bardage métallique avec mur en parpaings en partie basse : 2,5 m  | Les trois zones de stockage sont séparées par des cloisons amovibles CF de 2,5 m de hauteur. |
| <b>Bâtiment central</b>   | Bardage métallique avec mur en parpaings en partie basse 2,5 m  | Armoire coupe-feu dans le bâtiment pour le stockage des « liquides inflammables »            |
| <b>Alvéoles stockages bois A et bois B (zone A du stockage non couverte )</b> | Les murs de l'enceinte sont en béton sur 2,5 m sur lequel est apposé un bardage métallique de 3 m de hauteur. | Alvéoles bloc béton de 0,80 m d'épaisseur de 4 m de haut sur 3 faces                         |
| <b>Stockage vrac de DND (zone E du stockage non couverte )</b>                | Les murs de l'enceinte sont en béton sur 2,5 m sur lequel est apposé un bardage métallique de 3 m de hauteur. |  |
| <b>Alvéole de DeeE (zone F du stockage non couverte )</b>                     | Les murs de l'enceinte sont en béton sur 2,5 m sur lequel est apposé un bardage métallique de 3 m de hauteur. | Alvéoles bloc béton de 0,80 m d'épaisseur de 2,5 m de haut sur 3 faces                       |

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Article 6.1.2 - Désenfumage**

Le bâtiment central et le bâtiment stockage sont équipés en toiture de trappes (manuelles) de désenfumages.

#### **Article 6.1.3 - Installations électriques**

L'exploitant tient à la disposition de l'inspecteur des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur entretenues en bon état et vérifiées.

#### **Article 6.1.4 - Mise à la terre des équipements**

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre conformément à la réglementation et aux normes en vigueur.



### Article 6.1.5 - Organisation des stockages

L'organisation des stockages pour la prévention du risque incendie reprises à l'étude des dangers (EDD) du dossier de demande d'autorisation visé est réalisée, et notamment :

| Stockage   | Dispositions spécifiques   |   |
|--|--|---|
|  | Nature des produits stockés  | Îlotage   |
| <b>Bâtiment Stockage</b>                                     | Cartons/plastiques/plâtre  | Hauteur maximale de 3 m   |
| <b>Bâtiment central</b>                                      | Solide et pâteux, liquides inflammables (peinture, solvant), Emballages et solides souillés, Filtres à huileLiquides inflammables (huiles, liquides combustibles, ..., Aérosol inflammable | - Surface maximale : 300 m <sup>2</sup> (= 20 m x 15 m)<br>- Hauteur de stockage déchets dangereux maximal : 2 mètres ; |
| <b>Zone de stockage extérieure</b>                           | Déchets des zones A,B,C,D,E,F  | Hauteur maximale de 3 m.  |
| <b>Zone stockage bouteilles propane (extérieur bâtiment)</b> | Stockage de 10 bouteilles de propane de 13 kg maximum  | - Bouteilles stockés dans un rayonnage spécifique en extérieur<br>- Absence de confinement                              |

### Article 6.1.6 - Accessibilités des engins de secours à proximité de l'installation

Les voies d'accès de chargement et de déchargement doivent être dégagées et accessibles pour les engins de secours.

Les bâtiments et les aires de stockage doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Ils sont desservis, sur au moins une face, par une voie engins. En cas de local fermé, une des façades est équipée d'ouvrant permettant le passage de sauveteurs équipés.

### Article 6.1.7 - Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles

L'exploitant dispose d'une rétention étanche des eaux d'extinction des eaux d'incendie d'un volume disponible de 360 m<sup>3</sup> avec une vanne d'isolement obturatrice étanche avec motorisation et asservissement à la détection incendie permettant d'isoler le bassin du réseau d'eaux pluviales de la zone industrielle et du séparateur hydrocarbures. La motorisation et l'asservissement à la détection incendie est réalisée dans un délai de 6 mois suivant la notification du présent arrêté. L'entretien préventif de la rétention et de la vanne motorisée ainsi que sa mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Ce système remplacera le système de vanne de confinement actuelle qui est constituée d'une vanne de sectionnement étanche, manuelle à guillotine manœuvrable en tout temps. Une consigne précise les modalités de mise en œuvre de la vanne guillotine.

### Article 6.1.8 - Localisation des risques

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.

L'exploitant détermine, pour chacune de ces parties de l'installation, la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques). Ce risque est signalé. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits doivent faire partie de ce recensement.



L'exploitant doit disposer d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques.

Le plan et les justificatifs du zonage sont consignés dans le rapport "installations classées" prévu au point 1.8 du présent arrêté.

#### **Article 6.1.9 - Interdiction des feux**

Dans les parties de l'installation, visées à l'article 6.1.8 du présent arrêté présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un "permis de feu". Cette interdiction doit être affichée en caractères apparents.

#### **Article 6.1.10 - Permis d'intervention - « Permis de feu » dans les parties de l'installation visées à l'article 6.1.8**

Dans les parties de l'installation visées à l'article 6.1.8, tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits...) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un "permis d'intervention" et éventuellement d'un "permis de feu" et en respectant les règles d'une consigne particulière.

Le "permis d'intervention" et éventuellement le "permis de feu" et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le "permis d'intervention" et éventuellement le "permis de feu" et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, doivent être cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant.

#### **Article 6.1.11 - Consignes de sécurité**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les parties de l'installation visées à l'article 6.1.8 "incendie" et "atmosphères explosives" ;
- l'obligation du "permis d'intervention" ou du "permis de feu" pour les parties de l'installation visées à l'article 6.1.8 ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses, notamment les conditions de rejet prévues au titre 3 du présent arrêté ;
- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- les modalités de mise en oeuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 6.1.7 du présent arrêté ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

Ces consignes sont conservées dans le dossier "installations classées" prévu au à l'article 6.1.8.

#### **Article 6.1.12 - Rétention des sols**

Le sol des aires et des bâtiments où sont entreposés ou manipulés des déchets ou matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, A1



(incombustible) et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Cette disposition n'est pas applicable aux installations qui procèdent au transit, tri ou regroupement de déchets conditionnés dans des conteneurs, caisses, bacs ou fûts étanches aux liquides résistant aux chocs dans des conditions normales d'utilisation, sous réserve que ces contenants soient placés sur une rétention spécifique de capacité adaptée.

Les contenants sont constitués de matériaux compatibles avec les déchets qu'ils contiennent et sont protégés contre les agressions mécaniques. Ils ne peuvent être entreposés sur plus de deux hauteurs. Tout contenant ou emballage endommagé ou percé est remplacé.

Les aires de réception, d'entreposage, de tri et de regroupement sont couvertes afin de prévenir la dégradation des déchets et l'accumulation d'eau ou l'imprégnation par la pluie de tout ou partie des déchets. Elles sont conçues de façon à permettre la récupération des égouttures, eaux de lavage, eaux d'extinction d'incendie, les matières ou déchets répandus accidentellement. Lorsque les déchets reçus présentent des incompatibilités chimiques, les aires mentionnées à l'alinéa précédent sont divisées en plusieurs zones matérialisées garantissant un éloignement des déchets incompatibles entre eux d'au moins 2 mètres.

## **Article 6.2 - Autres dispositifs et mesures de préventions des accidents**

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

III. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

IV. En cas de déversement accidentel, le site met à disposition des protections obturantes pour les plaques d'égouts, ainsi que des matières absorbantes pour limiter l'infiltration.

L'exploitant met en place les dispositions suivantes pour la prévention des accidents :

- Vérification du contenu déposé dans les alvéoles en extérieur (vigilance des opérateurs pour détecter les déchets indésirables) ;
- Déchets manipulés pour éviter les auto-échauffements ;



- La durée de stockage sur site est limitée ;
- Absence d'équipements électriques dans la zone de stockage des déchets dangereux du bâtiment ;
- Mise en place d'alvéoles en bloc béton type « Lego » pour les stockages de bois et de D3E ;
- Mise en place de compléments de protection contre la foudre ;
- Le stockage des DEEE dans le bâtiment central est effectué dans une benne fermée afin de contenir les effets thermiques dans le périmètre de l'ICPE.
- Imperméabilisation complète de la surface du site sur laquelle se trouve le stockage de déchets ou la circulation ;
- Le stockage des déchets et produits liquides se fait sur rétention ;
- le stockage des produits dangereux est réalisé dans un bâtiment couvert et fermé.

## **Article 6.3 - Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours**

### **Article 6.3.1 - Moyens de lutte contre l'incendie**

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours et au minimum les moyens définis ci-après :

- des poteaux incendies permettant de fournir un débit horaire minimal de 120 m<sup>3</sup>/h. Ce débit est disponible, sans interruption pendant au moins 2 heures en fonctionnement simultané des poteaux incendie nécessaires et hors des besoins propres à rétablissement (process, robinets d'incendie armés, extinction automatique, etc. ) avec un minimum de 60 m<sup>3</sup>/h par prise d'eau. La pression statique ne doit pas être supérieure à 8 bars ;
- un système d'alarme incendie est présent dans le bâtiment « stockage » et dans le bâtiment central. Ce système est composé pour chaque bâtiment de détecteurs optiques de fumées alarmés et de vidéosurveillance, tous deux reliés à télésurveillance extérieure ;
- des trappes de désenfumage à déclenchement manuel sont présentes dans le bâtiment « Stockage » ainsi que dans le bâtiment central.

Les moyens sont complétés par les moyens suivants ;

- des extincteurs en nombre et en quantité adaptée aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- des robinets d'incendie armés ;
- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles ;
- des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours,

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Les rapports de ces vérifications sont consignés dans le dossier " installations classées " prévu à l'article 1.8 du présent arrêté.

### **Article 6.3.2 - Organisation**

L'exploitant organise la sécurité et les secours de l'établissement en :

- tenant à la disposition du service départemental d'incendie et de secours les informations nécessaires à l'établissement de leurs plans et procédures d'intervention ;
- mettant en place une organisation propre au site concernant la sécurité du personnel, des installations et du voisinage ;
- constituant une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention ;
- disposant de moyens d'alerte du personnel en cas de dysfonctionnement ou d'incident et d'appels des services de secours. Ces consignes sont affichées sur le site, de manière à toucher l'ensemble du personnel. Elles indiquent les procédures d'urgence pour l'alerte, l'appel et l'évacuation.



### **Article 6.3.3 - Prévention du risque inondation**

L'exploitant met en œuvre les prescriptions imposées par le plan des risques d'inondation de la rivière Isère amont approuvé par l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2007, susvisé, notamment :

- la cuve GNR du site est fixée au mur ;
- les autres produits dangereux du site sont stockés sur des rétentions à une hauteur de +0,5 mètre.

### **Article 6.3.4 - Prévention du risque technologique**

L'exploitant met en œuvre les prescriptions imposées par le plan de prévention des risques technologiques de SOBEGAL approuvé le 8 février 2017, notamment en zone B2, en zones b4 et b5 :

- il n'y a aucun stockage de produits inflammables toxiques par combustion ou explosifs en zone B2 dans le local « bâtiment stockage » et aucun poste de travail fixe. Si la société ARC EN CIEL RECYCLAGE prévoit de stocker ce type de produits, elle ne pourra le faire que dans les zones de plus faible exposition, à savoir les zones b4 et b5, soit dans la partie Sud du site,
- la présence du personnel dans le bâtiment « stockage » (un pelleteur plus le chauffeur du camion lors des chargements/déchargements) est limitée aux activités de chargement (30 minutes une fois par semaine), de déchargement (5 minutes trois fois par semaine) et de tri (2 heures une fois par semaine). Le personnel intervenant sur le site est informé, par les gestionnaires du site, du risque technologique et de la façon de se comporter vis-à-vis de celui-ci, de manière générale et en cas d'alerte.

## **Article 6.4 - Plan de défense contre l'incendie et maîtrise des incendies**

### **A compter du 1er juillet 2024**

I. Plan de défense contre l'incendie.

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.

Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- les plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;



- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement.

## II. Maîtrise des incendies.

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense contre l'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.

Pour les installations enregistrées ou autorisées au 1er janvier 2024, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.

Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.

Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.



## **TITRE 7 – PREVENTION ET GESTION DES DECHETS**

### **Article 7.1 - Prévention et gestion des déchets**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

### **Article 7.2 - Production de déchets, tri, recyclage et valorisation**

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

| Type de déchets       | Nature des déchets   |
|-----------------------|--|
| Déchets non dangereux | Déchet de bureaux  |
| Déchets dangereux     | - Eaux et boues souillées d'hydrocarbures provenant du nettoyage du séparateur ;<br>- Liquides (huiles, chiffons souillés, liquides de refroidissement, batteries, filtres à huile,...) provenant de la dépollution des VHU. |

| CODE CED  | DESCRIPTION  |
|-----------|--|
| 20 01 99  | Déchets non dangereux                                  |
| 20 01 01  | Carton papier  |
| 20 01 39  | Plastiques   |
| 13 05 07* | Eaux souillées provenant des séparateurs hydrocarbures |
| 13 05 02* | Boues provenant des séparateurs hydrocarbures          |
| 13 02 05* | Huiles moteur  |
| 15 01 10* | Chiffons souillés                                      |
| 16 01 07* | Filtres à huile  |
| 16 06 01* | Batteries  |
| 16 01 14* | Liquide de refroidissement                             |



## **TITRE 8 – DISPOSITIONS FINALES**

### **Article 8 - Caducité**

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97 du code de l'environnement.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

- 1° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;
- 2° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;
- 3° D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.



**ANNEXE 1 à l'arrêté préfectoral n°DDPP-DREAL UD38-2024- 04-02**  
**Cahier des charges – centre VHU annexe à l'agrément n°PR 38 000 56D**  
**Société ARC EN CIEL RECYCLAGE à Domène**

Conformément à l'article R.543-155-8 du code de l'environnement :

Le cahier des charges mentionné à l'article R. 543-155-7 impose aux centres VHU agréés, notamment :

1° De procéder au traitement des véhicules pris en charge dans un ordre déterminé, en commençant par la dépollution ;

2° D'extraire certains matériaux et composants ;

3° De contrôler l'état des composants démontés en vue de leur réutilisation et d'assurer, le cas échéant, leur traçabilité par l'apposition d'un marquage approprié, lorsqu'il est techniquement possible ;

4° De ne remettre :

a) Les véhicules hors d'usage traités qu'aux broyeurs agréés ou, sous leur responsabilité, à d'autres centres VHU agréés ;

b) Les déchets issus du traitement des véhicules hors d'usage qu'à des installations exploitées conformément aux dispositions du titre Ier du présent livre ou dans toute autre installation de traitement autorisée à cet effet dans un autre Etat membre de l'Union européenne ou dans un autre Etat ;

5° De communiquer au ministre chargé de l'environnement :

a) Des informations sur les modalités juridiques et financières de prise en charge des véhicules hors d'usage ainsi que sur les conditions techniques, juridiques, économiques et financières dans lesquelles les centres VHU agréés exercent leurs activités ;

b) Le nombre et le tonnage de véhicules pris en charge ;

c) Le nombre et le tonnage de véhicules hors d'usage remis, directement ou via d'autres centres VHU agréés, aux broyeurs agréés ;

d) Le tonnage de produits ou déchets issus du traitement des véhicules hors d'usage remis à des tiers ;

e) Les taux de réutilisation,, recyclage et réutilisation et valorisation atteints par l'opérateur ;

6° De tenir à la disposition des opérateurs économiques avec lesquels ils collaborent, leurs performances en matière de réutilisation et recyclage et de réutilisation et valorisation des véhicules hors d'usage ;

7° De se conformer, lorsque le véhicule est pris en charge pour destruction, aux prescriptions de l'article R. 322-9 du code de la route ;

8° De délivrer au détenteur du véhicule hors d'usage un certificat de destruction dans les conditions prévues à l'article R. 322-9 du code de la route ;



- 9° De constituer, le cas échéant, une garantie financière, dans les conditions prévues à l'article L. 516-1 ;
- 10° De se conformer aux dispositions relatives au stockage des véhicules et des fluides, matériaux ou composants extraits de ces véhicules ;
- 11° De justifier de l'atteinte d'un taux de réutilisation et de recyclage minimal et d'un taux de réutilisation et de valorisation minimal des véhicules hors d'usage ;
- 12° De se conformer aux prescriptions définies en vue de l'atteinte des objectifs assignés à la filière, y compris par le biais d'une coopération avec les autres opérateurs économiques ;
- 13° De se conformer aux prescriptions imposées en matière de traçabilité des véhicules hors d'usage.



du 03 AVR 2024

Plan de localisation des Installations Classées de la société ARC EN CIEL RECYCLAGE à DOMENE

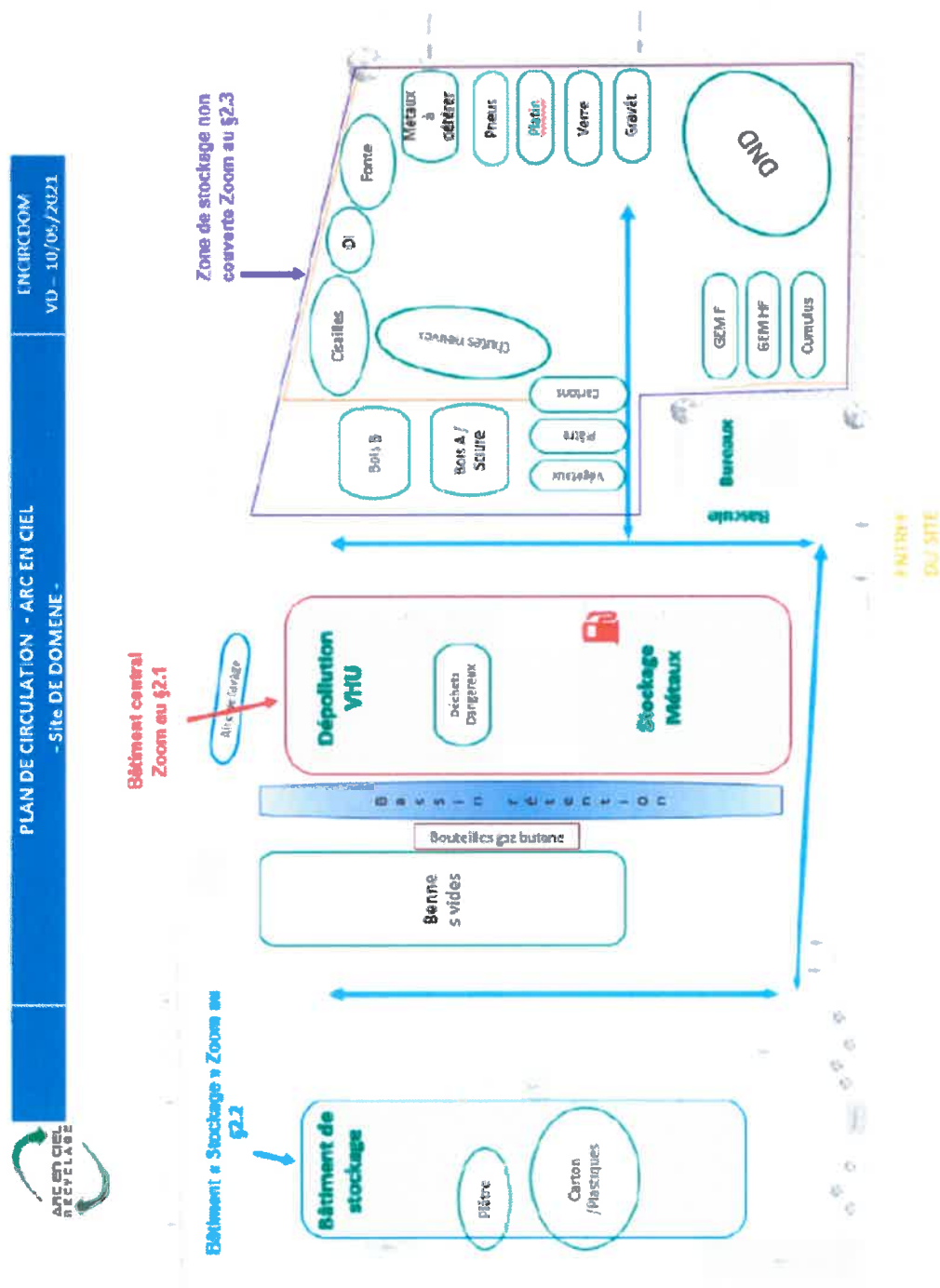


Figure 4 : Plan des bâtiments et installations du site d'Arc-En-Ciel Recyclage



du

03 AVR. 2024

Emplacement des trois piézomètres (PZ1, PZ2, PZ3)

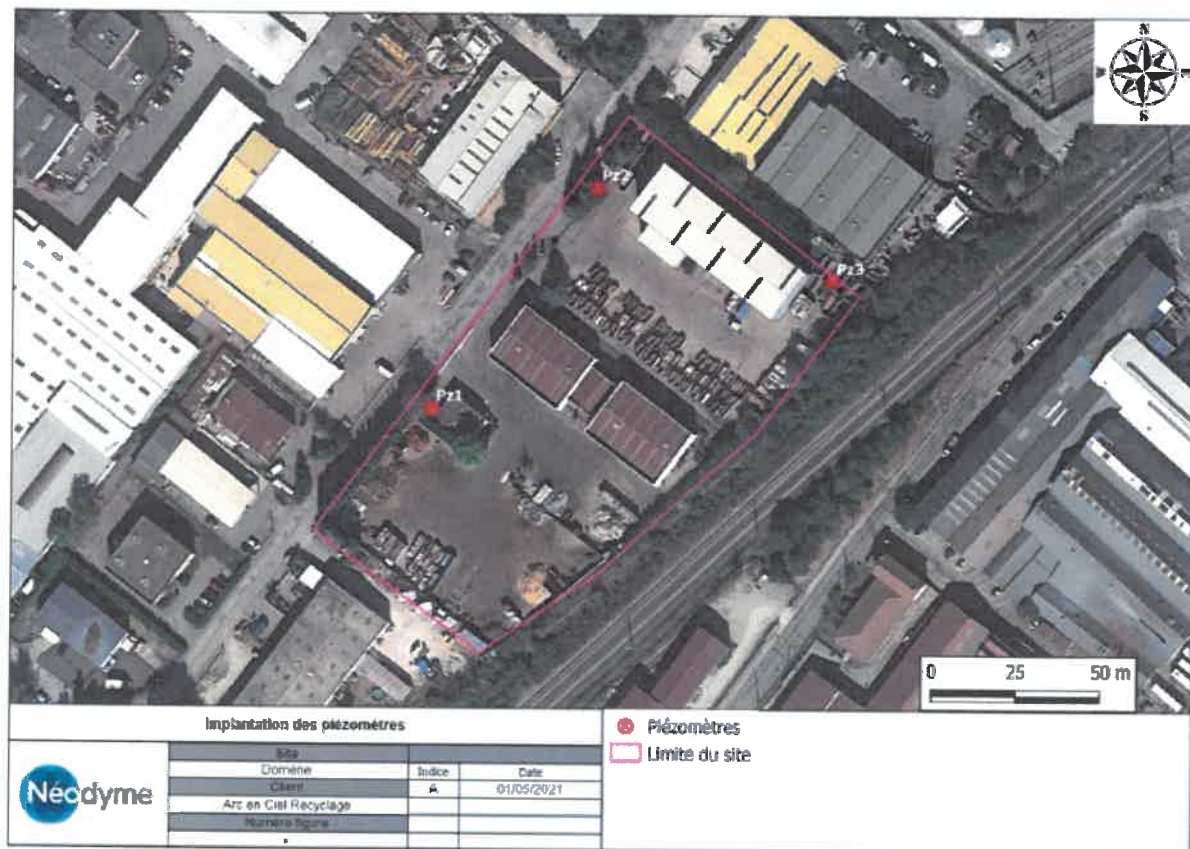


Figure 59: Localisation des piézomètres présents sur le site



ANNEXE 4 à l'arrêté préfectoral n°DDPP-DREAL UD38-2024- 04-02  
du 03 AVR. 2024  
Emplacement des points de mesures des niveaux sonores et ZER



Figure 60 : Emplacement des points de mesures sur le site d'ARC-EN-CIEL Recyclage (source : Google MAPS)